

**OFFICE DES EAUX ET DE LA PROTECTION
DE LA NATURE**

Les Champs-Fallat
CH-2882 Saint-Ursanne
t +41 32 461 48 00
f +41 32 461 48 11
oepn@jura.ch

ASSAINISSEMENT DE LA DÉCHARGE INDUSTRIELLE DE BONFOL**DECISION D'APPROBATION DU PROJET D'ASSAINISSEMENT****I. EN FAIT**

1. En date du 17 octobre 2000, le Gouvernement de la République et Canton du Jura et les entreprises Ciba Spezialitätenchemie AG, Novartis International AG, Syngenta Crop Protection AG, Clariant Produkte (Schweiz) AG, F.Hoffmann-La Roche AG, Rohner AG, Henkel & Cie AG et SF-Chem AG, formant le groupement d'entreprises "Basler Chemische Industrie", ci-après désignées "BCI", ont conclu un accord-cadre concernant l'assainissement de la décharge industrielle de Bonfol par lequel BCI décidait "d'assainir d'une manière complète et définitive la décharge dans le cadre des exigences légales et dans les meilleurs délais compte tenu notamment des problèmes techniques, écologiques et politiques".
2. Une étude de variantes de réalisation de l'assainissement a été présentée en avril 2001. Elle retient quatre variantes, à savoir l'excavation et l'incinération des déchets "off-site" et "on-site" ainsi que la vitrification "on-site" et "in-situ". L'évaluation des variantes par le Comité stratégique mis en place par le Canton favorisait la variante d'excavation et d'incinération des déchets "off-site", sans exclure la poursuite des investigations pour les autres variantes.
3. En date du 3 décembre 2003, bci Betriebs-AG, société créée par la BCI et chargée de la surveillance de la DIB et de la réalisation de l'assainissement, a remis au Gouvernement un document daté du 27 novembre 2003 et intitulé "Assainissement définitif de la DIB : Projet d'assainissement selon l'OSites. Rapport principal". Ce document était accompagné de 13 rapports techniques et d'un dossier de plans.

Tant le Rapport principal (p. 12) que le courrier qui l'accompagnait indiquent que ce projet d'assainissement doit être considéré comme un concept d'assainissement ou un avant-projet dont les détails devront être concrétisés dans la phase ultérieure du projet de construction, "le but étant de garder une flexibilité suffisante permettant d'adapter les mesures à la situation effective".

4. L'Office des eaux et de la protection de la nature (OEPN) a procédé à l'évaluation du projet d'assainissement conformément à l'article 18, alinéa 1, de l'ordonnance fédérale sur l'assainissement des sites pollués (OSites; RS 814.680). Les résultats de cette évaluation sont décrits dans sa Prise de position du 8 septembre 2004. Dans sa prise de position générale (Partie II, chiffres 1 et 3.1, de la Prise de position), l'OEPN indique ce qui suit :

Prise de position 1. Acceptation du concept général d'assainissement

Le concept général d'assainissement retenu, par excavation et élimination des matériaux pollués hors site, est approuvé.

Prise de position 2. Projet d'assainissement : demande de compléments

Le projet d'assainissement de la DIB ne permet pas, en l'état actuel, d'évaluer de manière définitive la faisabilité de certaines mesures d'assainissement prévues. Des compléments sont demandés sur certains aspects.. L'Aide à l'exécution de l'OSites, éditée par l'OFEFP, précise de plus que (chap. 3, p. 12) : « *L'ampleur et le niveau de détail du projet d'assainissement sont déterminés par la complexité du site contaminé. Le projet doit fournir des bases de décision complètes et compréhensibles, permettant de fixer définitivement les objectifs de l'assainissement et ses délais de réalisation* ».

Les buts d'assainissement proposés par la BCI sont corrects et sont acceptés par l'OEPN, sous réserve de la remarque ci-dessous:

Une pollution résiduelle pourrait subsister dans les argiles encaissantes, dans les lentilles sableuses ainsi que dans une partie des matériaux de remblayage. Dans ce cas, le site assaini serait un site pollué au sens de l'OSites et serait donc inscrit au cadastre des sites pollués. La bci devra, dans le cadre des travaux, évaluer:

- le risque résiduel présenté par la pollution des lentilles sableuses et des autres zones contaminées de l'encaissant et des sols environnants.
- la faisabilité du traitement des lentilles sableuses (rapport coût/efficacité du traitement), eu égard au principe de proportionnalité (art. 15, al. 2, let b, et al. 3, let. b, OSites).

Sur cette base, l'OEPN se prononcera ultérieurement sur les éventuelles mesures à prendre.

5. Les compléments demandés par l'OEPN sont décrits dans la Partie III (Prises de position sectorielles) de la Prise de position. Ils sont formulés en :
- Exigences **E1**, soit les éléments de base nécessaires pour évaluer la faisabilité de certaines mesures d'assainissement. Elles concernent les éléments qui sont exigés en complément au projet d'assainissement et qui seront réalisés parallèlement à l'élaboration du projet de construction selon un calendrier de détail à définir.
 - Exigences **E2**, soit les éléments nécessaires dans le cadre de l'approbation du plan spécial et du permis de construire.
6. En date du 22 octobre 2004, l'OEPN a été informé du fait que l'élaboration de certains compléments demandés dans les exigences E1 nécessitait la participation des consortiums auxquels les travaux seraient adjugés. Afin de choisir ces consortiums, bci Betriebs-AG a mis en soumission les travaux d'assainissement de la décharge en deux lots : Lot A (infrastructures/excavation) et Lot B (conditionnement/ transport/ incinération).

Par courrier du 3 mai 2005, bci Betriebs-AG a informé le Gouvernement que, en l'absence d'une approbation du projet d'assainissement, l'adjudication des deux lots aux consortiums ne pouvait avoir lieu. Dans un courrier du 23 mai 2005 adressé à l'OEPN, elle précisait en outre que, en l'absence d'adjudication, il n'était pas possible, pour des raisons tenant aux droits de propriété intellectuelle des consortiums sur les projets contenus dans leurs offres, d'impliquer les consortiums dans l'élaboration de certains compléments demandés dans les exigences E1.

II. EN DROIT

1. Aux termes de l'article 18, alinéa 2 OSites, l'autorité, se basant sur l'évaluation, rend une décision d'assainissement fixant en particulier :
 - a. les buts définitifs de l'assainissement;
 - b. les mesures d'assainissement, le suivi ainsi que les délais à respecter;
 - c. les autres charges et conditions à remplir pour la protection de l'environnement.

Pour la réalisation de l'assainissement de la DIB, le Canton du Jura a souhaité privilégier la voie de la collaboration avec la BCI sous la forme d'un accord, conformément à l'art. 23, al. 3, OSites, et dans la continuité de l'accord-cadre de 2000. Cependant, l'OEPN prend acte de la nécessité pour la BCI de disposer d'une décision d'approbation du projet d'assainissement afin de permettre l'élaboration d'une partie des compléments E1 requis, alors même que la faisabilité de certaines mesures prévues n'est pas encore démontrée.

2. Une approbation du projet d'assainissement liée à des charges imposées à BCI permet cependant de parer à cet inconvénient, étant entendu que le plan spécial cantonal nécessaire à la réalisation du projet ne pourra être approuvé avant que l'ensemble des compléments demandés dans les exigences E1 ne soient validés par l'OEPN. Cette validation finale prendra en principe la forme d'un préavis de l'OEPN qui fera partie du plan spécial qui sera déposé publiquement.

Par ces motifs,

l'Office des eaux et de la protection de la nature

décide :

1. Le projet d'assainissement définitif de la décharge industrielle de Bonfol du 27 novembre 2003 est approuvé à charge pour la BCI de réaliser les compléments demandés dans la Prise de position de l'OEPN du 8 septembre 2004. Ladite Prise de position fait partie intégrante de la présente décision et est jointe en annexe.
2. La décharge industrielle de Bonfol doit être assainie par excavation et incinération des déchets "off site" de façon respectueuse de l'environnement. Le site sera assaini au sens de l'OSites.
3. Les buts d'assainissement proposés par la BCI sont corrects et sont acceptés par l'OEPN, sous réserve de la remarque ci-dessous.

Une pollution résiduelle pourrait subsister dans les argiles encaissantes, dans les lentilles sableuses ainsi que dans une partie des matériaux de remblayage. Dans ce cas, le site assaini serait un site pollué au sens de l'OSites et serait donc inscrit au cadastre des sites pollués. La BCI devra, dans le cadre des travaux, évaluer :

- le risque résiduel présenté par la pollution des lentilles sableuses et des autres zones contaminées de l'encaissant et des sols environnants;
- la faisabilité du traitement des lentilles sableuses (rapport coût/efficacité du traitement), eu égard au principe de proportionnalité (art. 15, al. 2, let b, et al. 3, let. b, OSites).

Sur cette base, l'OEPN se prononcera sur les éventuelles mesures à prendre.

4. Les compléments E1 seront évalués par l'OEPN et validés selon la procédure suivante :
 - a) Une première séance a lieu pour :
 - définir clairement le contenu du complément ainsi que le calendrier;
 - planifier éventuellement des séances intermédiaires;
 - planifier une séance finale où l'acceptation du complément sera validée par procès-verbal et signée par l'OEPN et bci Betriebs-AG.
 - b) Si un complément ne peut être validé, l'OEPN décide des éléments qui doivent encore être fournis.

Les exigences E2 seront validées dans le cadre des procédures de plan spécial et d'autorisation de construire.

5. Après validation de l'ensemble des compléments E1, BCI livrera un document de synthèse qui sera l'un des documents de base pour le préavis de l'OEPN dans le cadre de la procédure de plan spécial cantonal.
6. La présente décision peut être modifiée en tout temps si des éléments nouveaux justifiant des compléments au projet surviennent.
7. Un calendrier pour la remise et l'évaluation des compléments et pour les prochaines étapes de la procédure sera convenu entre l'OEPN et BCI; à défaut d'entente, l'OEPN fixera les délais à respecter sous réserve des compétences du Service de l'aménagement du territoire et de la Section des permis de construire.
8. La présente décision peut faire l'objet d'une opposition écrite auprès de l'Office des eaux et de la protection de la nature dans un délai de 30 jours à dater de sa réception. L'opposition doit contenir les conclusions, l'exposé des motifs et les moyens de preuve. La procédure d'opposition est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours auprès de la Chambre administrative du Canton du Jura.
9. La présente décision est notifiée à bci Betriebs-AG, à l'intention de la BCI, ainsi qu'à la commune de Bonfol.

St-Ursanne, le 28 novembre 2005


Jean-Pierre Meusy
Chef d'Office



Annexe : Prise de position de l'OEPN du 8 septembre 2004